

## **Industrie : le coût salarial n'est pas coupable**

par Joël DECAILLON\* et André GAURON\*\*

juillet 2012

Terra Nova, Rexecode, le cercle des économistes, économistes proches du patronat et pour certain du parti socialiste, réclament d'une seule voix un choc de compétitivité, réduit à une baisse massive du coût salarial, pour sauver l'industrie française de son déclin. L'annonce de 8 000 suppressions d'emplois chez Peugeot-Citroën et de la fermeture du site historique d'Aulnay a subitement remis les pendules à l'heure et pointés les erreurs de stratégie du groupe : un outil de production dimensionné pour 4 millions de véhicules que le groupe n'a jamais été en mesure de vendre du fait d'une internationalisation insuffisante et d'une surestimation des capacités d'absorption du marché français, un positionnement commercial sur le créneau de l'entrée et du milieu de gamme, le plus concurrentiel et qui tire les prix vers le bas. Résultat, les usines tournent au mieux à 70 % de leur capacité quand celle des concurrents allemands tournent à plus de 85, voire de 90 %.

PSA n'est pas toute l'industrie française, mais il en résume assez bien les causes du déclin. Nul ne conteste la baisse spectaculaire des marges des entreprises industrielles, mais la mise en cause des 35 heures et de la crise, chère à Michel Didier, président de Rexecode, ne colle pas à la réalité. L'étude de Rexecode en fournit d'ailleurs l'illustration. Pendant que les marges des entreprises industrielles reculaient, celles du BTP faisaient mieux que se maintenir au-delà de 32% : elles progressaient avec un surprenant pic à près de 40 % en 2008 pour terminer en 2011 à un niveau supérieur à celui de 2000. Or, le secteur du BTP n'est pas moins sensible aux 35 heures et à la conjoncture que l'industrie. Sans doute est-il moins dépendant de l'innovation et de son positionnement commercial et plus réactif à la conjoncture, moins soumis aussi à la pression internationale sur les prix de sorte qu'il a plus facilement répercuté la hausse des prix des biens intermédiaires dans ses prix. La vérité est que les entreprises ont moins subi le choc des coûts salariaux que celui du prix des consommations intermédiaires, dont en premier lieu le prix de l'énergie. Alors que les rémunérations ont augmenté de 8,6 % entre 2000 et 2011, le prix des consommations intermédiaires a progressé de 22,9 % tirés par l'énergie + 58,9 %. Or les premières ne représentent plus guère en moyenne que 40 % des coûts. Mais alors que l'industrie allemande pouvait les répercuter dans ses prix, l'industrie française devait comprimer ses marges : si on prend la base 100 en 1998, le prix de la valeur ajoutée s'établit en 2011 à 112 en Allemagne et seulement à 93 en France, autrement dit, en hausse outre-Rhin mais en baisse ici. N'en déplaise aux économistes de tous bords, c'est le chef de l'Etat qui est dans le vrai quand il constate à propos de PSA que « c'est trop facile de dire que c'est la faute du coût du travail, il y a eu des choix stratégiques qui n'ont pas été bons ». Mais cela ne vaut pas que pour PSA.

Que la réforme du financement de la sécurité sociale soit nécessaire, et en priorité celle de la branche famille, nous ne le contestons pas. Mais croire qu'il suffirait de transférer les 5,4 points de cotisations familiales sur la TVA ou la CSG pour redresser l'industrie française est un leurre. Avec un coût salarial comparable à celui de l'industrie allemande, la France n'est pas pénalisée. Réduire ce coût par un transfert de cotisations employeurs sur les ménages

est une vision à court terme. Elle risquerait même d'être contre-productive en dispensant les entreprises des révisions stratégiques nécessaires. La preuve, au début des années 2000, le coût salarial de l'industrie française était de 10% inférieur au coût allemand. Or, malgré cet avantage, l'industrie française s'est mise à perdre des parts de marché dès le début de la décennie, c'est-à-dire bien avant la crise et bien avant que les coûts salariaux ne rejoignent les coûts allemands. L'industrie allemande a des avantages hors coût évidents : produit mondialement reconnu, qualité reconnue, niche industrielle très innovante. Cela lui permet un ajustement des prix vers le haut. Sa compétitivité est globale. Elle ne réside pas sur la modération salariale dans l'industrie, où les salaires ont augmentés plus qu'en France ou en Italie (voir étude du cabinet Syndex) mais sur un taux de change largement dévalué avec une réussite basée sur les exportations qui représentent près de 30 % du PIB. Cependant, le coût unitaire salarial de l'économie allemande a baissé de manière significative. Cela est dû à la forte pression exercée sur les services, création de minis « jobs » très peu payés (environ 400 euros), intensification de l'usage des intérimaires qui ont un statut particulièrement fragile.

La baisse des cotisations sociales, qui constitue depuis un quart de siècle une constante de la revendication patronale, en partie satisfaite par les exonérations de cotisations sur les bas salaires qui représentent un manque à gagner pour le budget de l'Etat de plus de 20 milliards d'euros par an -n'a été pour ce même patronat qu'un moyen de gagner du temps et de retarder les révisions stratégiques. Ce n'est pas ainsi que l'industrie française reprendra pied. Elle ne retrouvera sa compétitivité que si elle repense ses choix stratégiques autour de quatre options : internationalisation, innovation client, segmentation de l'organisation productive et mise en place d'une économie intelligente et économe, dialogue social. A l'instar de l'industrie allemande, l'industrie française doit apprendre à bien importer (pour réduire ses coûts) pour mieux exporter en jouant la qualité pour maîtriser ses prix. Autrement dit, c'est bien notre insertion dans la mondialisation qu'il faut questionner en évitant l'écueil du repli national qui a fait florès pendant la campagne présidentielle comme celui de la délocalisation-concurrence chère aux tenants de l'industrie sans usine qui consiste à réimporter ce qu'on fait fabriquer dans les pays à bas coûts pour tirer les prix vers le bas, C'est ce débat qui n'a pas eu lieu pendant la campagne présidentielle et qu'il est urgent d'avoir.

*\* Joël DECAILLON est Vice-président exécutif de LASAIRE*

*Ancien secrétaire Général adjoint de la Confédération Européenne des Syndicats (CES) jusqu'en mai 2011.*

*\*\*André GAURON est membre du Conseil d'administration de LASAIRE*

*Economiste – Ancien Conseiller de Pierre Bérégovoy aux Affaires Sociales et au Ministère de l'Economie et des Finances*

**LASAIRE - Laboratoire Social regroupant des grandes entreprises, des experts, des syndicalistes**